



055_2026_ADM

Département des Yvelines
JOUARS-PONTCHARTRAIN

L'an deux mille vingt-six, le 4 juin à 19h30, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni dans la salle du Conseil municipal en séance publique sous la présidence de **Monsieur Thomas MENGELLE-TOUYA**.

Date de la convocation : 29 mai 2026

EN EXERCICE : 29

PRESENTS : 23 ; 24 aux questions diverses

VOTANTS : 29

ETAIENT PRESENTS : Mesdames et Messieurs MENGELLE-TOUYA – STOOS – MAGNIER – RAMALHO-CLAUDIO (au point sur les questions diverses) – GAMPACKAT – GUEZENEC – GODIN – ROQUELLE – COSTARD – SUTRA – BOGE – GISQUET – LOTODE – DA COSTA – DEFRANCE – FAUCHERY – SEBASTIEN – WINTZENRIETH – DE SAINT POL – METAYER – THOMASSET – DILASSEUR – GOUSSEAU – LYNCH

ABSENTS EXCUSES :

Madame RAMALHO-CLAUDIO avait donné pouvoir à Monsieur GODIN

Monsieur BOYE avait donné pouvoir à Madame STOOS

Madame D'ASTA avait donné pouvoir à Monsieur MAGNIER

Madame HOURTOLOU avait donné pouvoir à Monsieur MENGELLE-TOUYA

Madame DUBUS avait donné pouvoir à Madame GUEZENEC

Monsieur LE PAVEC avait donné pouvoir à Monsieur GAMPACKAT

SECRETAIRE DE SEANCE : Madame GUEZENEC

ADMINISTRATION

Désignation d'un correspondant défense

Depuis la circulaire du 26 octobre 2001, les communes sont amenées à désigner un correspondant défense dans leurs conseils municipaux.

Cette désignation faite par le conseil municipal intervient sur proposition de Monsieur le Maire.

Monsieur le Maire propose Monsieur BOGÉ Dominique pour accomplir les fonctions de correspondant défense.

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Considérant la nécessité de nommer un correspondant défense ;

Considérant la proposition de Monsieur le Maire de nommer Monsieur BOGÉ ;

Le Conseil municipal, après avoir délibéré, à l'unanimité,

- **DECIDE** de ne pas procéder à un scrutin secret
- **DESIGNE** Monsieur BOGÉ comme correspondant défense de la commune de Jouars-Pontchartrain

Fait et délibéré en séance, les Jour, Mois et An susdit
Ont signé au registre, le Maire et le secrétaire de séance.

Le secrétaire de séance



Morgane GUEZENE

055_2026_ADM

Le Maire



Thomas MENGELLE-TOUYA

Acte exécutoire

Mis en ligne le : **10 JUIN 2026**

Cette délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité et de transmission en Préfecture. Elle peut également faire l'objet d'un recours gracieux adressé à Monsieur le Maire. Cette démarche proroge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse.